

**Va-t-on vers un deuxième couvre-feu dans la capitale ?** #7



# Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°573 du Mercredi 14 octobre 2020 - 14ème année - Prix: 250 FCFA

## SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL

**Une feuille de route stratégique pour les cinq prochaines années** #3



**Faure Gnassingbé exhorte les 33 ministres à cultiver la recherche des résultats au bénéfice des populations**

## DÉCENTRALISATION

AGOÈ-NYIVÉ 4

**Deux camps s'affrontent pour la succession du maire déchu** #6



**La réaction du ministre BoukpeSSI attendue**

## ECONOMIE

POLITIQUE DE LA CONSOMMATION LOCALE

**Les produits importés soumis à une déclaration préalable** #2

## Coïn du civisme

**Mauvais accueil dans les services publics, un acte incivique** #5

**Le carnet**

**A l'œuvre Messieurs les Ministres!**

Tous les membres du gouvernement sont en séminaire lundi. Les travaux ont été ouverts par le président Faure Gnassingbé. La réunion devrait aboutir à l'adoption d'une feuille de route détaillée pour chaque ministère dont le titulaire aura une meilleure connaissance de sa lettre de mission. La politique de sa lettre de mission. La politique des résultats, tel est l'objectif de la chef du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé. Les impacts de la crise sanitaire seront évoqués. La pandémie a des conséquences néfastes sur l'économie. Plusieurs experts participent aux échanges parmi lesquels Carlos Lopes. L'économiste, originaire de Guinée-Bissau conseille le Togo dans la mise en œuvre du plan national de développement qui devrait être ajusté et révisé. Après la déclaration de Politique Générale du nouveau gouvernement, approuvée par les députés, l'exécutif togolais met le cap sur la déclinaison de la vision du Président Faure Gnassingbé en programmes et projets prioritaires. C'est en cela que le séminaire gouvernemental qui s'est ouvert ce lundi à la Présidence de la République trouve toute son importance. Des échanges seront ainsi faits sur les différents cahiers de charges des ministres conformément à la politique de développement du Président de la République pour les cinq prochaines années. Plus qu'une pédagogie, les ministres seront ainsi mieux outillés pour relever tous les grands défis qui s'imposent au Togo. Le chef de l'État a appelé tous les ministres à cultiver la recherche de résultats au bénéfice des populations, l'ouverture et la disponibilité et le sens des valeurs patriotiques. Aussi, les a-t-il exhortés à être plus proches des administrés afin qu'ils soient plus en phase avec les grandes priorités du gouvernement au cours du quinquennat 2020-2025. Après la formation du nouveau gouvernement beaucoup s'interrogent sur l'absence de l'Union des Forces de Changement (UFC). Le parti, qui se dit être attentif à l'évolution de la situation socio-politique du pays éclaire l'opinion sur sa position et son rôle en tant que Chef de File de l'Opposition. Le parti de Gil Christ Olympio, selon un communiqué, dit prendre « acte de la nomination de Mme Victoire Sidémého TOMEGAH – DOGBE, comme Premier Ministre et de la formation du nouveau Gouvernement à qui le parti souhaite du succès. » L'UFC répond à ceux qui discutent de son absence au gouvernement sur les réseaux sociaux qu'elle « compte jouer pleinement son rôle », celui de « continuer sa lutte pour l'alternance politique pacifique grâce à des élections libres, transparentes, crédibles et démocratiques. » L'UFC exhorte le Gouvernement à œuvrer pour le bien-être de la population Togolaise, l'enracinement de la démocratie et de l'État de droits. Avec l'adhésion populaire de l'ensemble des Togolais et des soutiens qui arrivent d'un peu partout, ce gouvernement est vraiment attendu au tournant. Il a une obligation de résultat. L'échec n'est pas permis comme a eu à le déclarer devant les élus du peuple la cheffe du gouvernement. Les dés sont donc jetés Messieurs les ministres ! Au travail. Pas de répit pour vous car les défis sont énormes.

**POLITIQUE DE LA CONSOMMATION LOCALE**  
**Les produits importés soumis à une déclaration préalable**

**Le gouvernement togolais est décidé à promouvoir la consommation locale lancé en début de ce mois d'octobre. Les réunions se multiplient afin de prendre toutes les mesures possibles pour protéger les productions locales.**

C'est le mois du 'Consommer local' au Togo. Le ministère de tutelle veut aller plus loin en incitant la population à avoir le bon réflexe en choisissant des produits Made in Togo quand ils sont disponibles. 'Il s'agit de faire en sorte que cette initiative se poursuive au-delà du mois d'octobre', a déclaré lundi Talime Abé, le secrétaire général du ministère du Commerce. Un projet à encourager sachant que le Togo importe une bonne partie de ce qu'il consomme. En matière agricole, pas de problème. Plus compliqué en revanche pour la viande et le poisson. Sans parler de l'électronique, du textile, ou des médicaments qui viennent de l'étranger. Les autorités souhaitent d'abord encourager la démarche. Le réflexe Togo doit être présent chez les consommateurs sur les étales des marchés. Viendra ensuite le temps d'une

offre locale plus abondante. D'autant que le pays veut lancer une politique d'agro-business basée sur la transformation et d'industrie. «C'est un arrêté interministériel qui soumet les produits importés à une déclaration préalable, permettant donc d'autoriser avant l'entrée du produit sur notre territoire. Cela pourra permettre entre autres la valorisation et la consommation des spécialités locales», fait savoir lundi, Claude Abe Talim, Secrétaire Général auprès du ministre du commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale. Consommer local implique la sensibilisation de tous les acteurs. Une raison, qui amène le ministère du commerce, à réunir et discuter avec les différentes associations, sur les différentes actions à mener pour inciter la population à mieux consommer le Made in Togo.



Talime Abé

«L'idée pour nous est de les amener à sensibiliser leurs membres à consommer vraiment local. Il est prévu des cadres de concertation et d'échanges avec tous les acteurs au cours de ce mois du consommer local pour voir dans quelle mesure nous devons tous contribuer à ce que ce challenge soit atteint», poursuit le secrétaire général. La rencontre de lundi à Lomé, relève selon lui, d'une grande importance dans la mesure où les priorités actuelles du gouvernement sont résolument tournées vers un développement axé sur la consommation des biens et services du terroir. «Depuis plus de 10 ans, notre organisation n'a cessé de crier haut et fort pour que le togolais consomme ce qu'il

produit. C'est un pari lancé à travers cette initiative et nous appelons chaque citoyen à jouer sa partition» interpelle Freddy Dunyah, membre de l'association togolaise des consommateurs du Togo (ATC). Le ministère du commerce compte à travers cette rencontre, instaurer un cadre de concertation entre les départements et les différents services concernés, instaurer une journée de dégustation des mets locaux et aussi une journée de port de tenue locale. Il faudra aller au-delà de ce mois d'octobre et faire en sorte que le quotidien du citoyen togolais fasse passer le terroir avant celui importé.

L.M.

**CONSEIL NATIONAL DE L'ANC**  
**Jean Pierre et le concept du compromis historique**

**Jean-Pierre Fabre a été reconduit le week-end dernier à la tête de l'Alliance nationale pour le changement (ANC). Le parti fondé il y a 10 ans à la suite de la scission intervenue au sein de l'Union des forces de changement (UFC) tenait son conseil national à Lomé. La rencontre était une occasion pour le maire de Golfe 4 de régler ses comptes à certains leaders de l'opposition et d'appeler ses militants à rester mobilisés pour la suite de la lutte politique. Dans ses résolutions, les congressistes de l'ANC appellent le pouvoir à ouvrir des discussions.**

L'ANC veut une amélioration du cadre électoral. Le parti a lancé un appel vibrant et solennel au chef de l'Etat et au gouvernement togolais pour que, « dans un sursaut républicain et patriotique des discussions structurées soient ouvertes » pour la mise en place d'un cadre électoral transparent, équitable et juste qui garantit la libre expression des suffrages des populations en âge de voter et le respect de ces suffrages. L'ANC entend également d'engager, dans un esprit d'unité d'action politique commune revendicative, « la mobilisation des populations et des forces démocratiques crédibles et fiables », notamment de la société civile, en vue de l'assainissement du cadre électoral. Le parti orange dénonce une restriction de la liberté de manifestation et exige du pouvoir un respect des droits fondamentaux des togolais. Le président de l'ANC compte prochainement faire preuve

d'une extrême précaution en ce qui concerne toute initiative visant à l'inféoder par solidarité, à une stratégie incompatible avec nos objectifs. Jean-Pierre Fabre s'est longuement attaqué dans son discours aux autres responsables de partis politiques. La verve de M. Fabre portait spécialement sur Agbeyome Kodjo dont il remet en cause l'appartenance à l'opposition. Pour lui, le seul soutien invérifiable du candidat de la Dynamique Mgr Kpodzro est le Saint-Esprit. «L'une de vos préoccupations légitimes est de sortir les populations togolaises de la confusion actuelle, créée par des fossoyeurs de l'alternance pour divertir et distraire l'opinion, pendant que le pouvoir en place poursuit impunément sa politique d'oppression et de pillage. J'adhère totalement à ces préoccupations légitimes», appuyait-il dans son discours de clôture.

Le candidat malheureux aux présidentielles de 2010, 2015 et de 2020 tient à son concept de compromis historique. « Ce compromis, qui est basé sur une confiance mutuelle, est nécessaire pour apaiser, rassurer et donner des gages d'une alternative crédible de gouvernance dans la liberté et la dignité, dans la paix et la sécurité pour tous », a-t-il dit. Ainsi, M. Fabre promet juger de l'opportunité d'écrire prochainement de nouvelles lettres à Faure Gnassingbé dans le souci de réclamer une réorganisation de la vie politique, sociale et économique du pays. Le maire de la commune Golfe 4 qui dit être constamment objet des attaques sur les réseaux sociaux, n'a pas hésité à lancer des piques à l'endroit des ses « prétendus amis », dont la plupart sont aujourd'hui au sein de la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK). Selon Jean-Pierre Fabre, ces « fossoyeurs de l'alternance » sont de véritables virus qui obstruent le changement auquel aspirent les Togolais. «Nous sommes régulièrement l'objet de manœuvres de déstabilisation ourdies par de prétendus amis qui se proclament défenseurs de la même cause que l'ANC. De prétendus amis qui se sont révélés tout dernièrement une véritable entrave à notre marche résolue vers l'alternance et le changement auxquels aspirent les Togolaises et les Togolais »,

a déclaré le patron de l'ANC dans son discours d'ouverture du conseil. Le président national de l'ANC n'a pas passé sous silence l'épineuse question de la candidature unique de l'opposition prônée lors de la dernière présidentielle par la DMK. «Lorsqu'on sait que les populations togolaises ont lutté, et obtenu de haute lutte, un scrutin présidentiel à 2 tours, que dire donc de cette idée de candidature unique dont le seul objectif est d'éliminer par tous les moyens y compris la diffamation, un candidat de l'opposition au profit d'un candidat unique dont même l'appartenance à l'opposition était discutable ? Un candidat dont le seul « atout » était invérifiable soutien du Saint Esprit ? », lançait-il. Pour lui, il faut vraiment sortir de la « confusion » actuelle créée par la DMK visant à « divertir et distraire l'opinion, pendant que le pouvoir en place poursuit impunément sa politique d'oppression et de pillage ». Il estime que le seul moyen pour y parvenir est « de beaucoup travailler pour éveiller davantage les consciences, mobiliser les populations, les garder constamment mobilisées afin d'accroître leur adhésion à l'option préconisée par l'ANC, celle des pères de l'indépendance et fondateurs de notre nation ».

L.M.

## SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL

### Une feuille de route stratégique pour les cinq prochaines années

#### Faure Gnassingbé exhorte les 33 ministres à cultiver la recherche des résultats au bénéfice des populations

**Le nouveau gouvernement Dogbé mis en place il y a seulement une semaine est en séminaire depuis lundi 12 Octobre. Les travaux ont été ouverts par le président Faure Gnassingbé et prennent fin aujourd'hui 14 octobre. Cet atelier devrait aboutir à l'adoption d'une feuille de route détaillée pour chaque ministère dont le titulaire aura une meilleure connaissance de sa lettre de mission.**

La politique des résultats, tel est l'objectif de la cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé. Les impacts de la crise sanitaire seront évoqués. La pandémie à Corona virus a eu des conséquences néfastes sur l'économie de notre pays. Il va falloir la relancer. Les défis sont énormes et ce premier séminaire gouvernemental est arrivé à point nommé pour relever les défis de l'heure.

Plusieurs experts participent aux échanges parmi lesquels Carlos Lopes. L'économiste, originaire de Guinée Bissau conseille le Togo dans la mise en œuvre du plan national de développement qui devrait être ajusté et révisé. Sur sa page facebook le lundi 12 Octobre, le Chef de l'Etat a annoncé qu'il préside ce jour le premier séminaire gouvernemental. « Ce séminaire offre un cadre pour échanger avec la nouvelle équipe gouvernementale et présenter de manière détaillée aux ministres, la feuille de route stratégique pour les cinq prochaines années », a précisé M. Faure GNASSINGBE. « Grâce aux nouvelles orientations définies ensemble avec le Premier ministre Victoire Dogbé et son équipe, nous poursuivrons les chantiers avec plus d'efficacité au profit des populations », a affirmé le Chef de l'Etat.

#### Comment régler le travail gouvernemental ?

Comment régler le travail gouvernemental et faire en sorte que chaque membre du gouvernement ait parfaitement à l'esprit sa partition et qu'il puisse la jouer pleinement pour une atteinte harmonieuse des objectifs de la feuille de route ?

En effet, au cours de cette rencontre de haut niveau qui n'est pas à sa première expérience, il est prévu à toutes ces questions des solutions qui semblent dire et montrent bien qu'il s'agit en réalité d'une séance de formation pour améliorer et dynamiser le travail gouvernemental.

Pour le Président de la République et le chef du gouvernement, c'est l'heure de la mobilisation de la troupe ; c'est aussi l'heure de donner aux ministres, à ces grands commis de l'Etat, les outils nécessaires afin qu'ils puissent s'attaquer aux grands dossiers du moment.

Ces dossiers sont axés sur le renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociale et la consolidation de la paix, la

dynamisation de la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie, la modernisation du pays et le renforcement de ses structures. La tâche est loin d'être une sinécure lorsqu'elle est surtout assortie d'une obligation de résultats. Les membres du gouvernement sont appelés à la recherche de résultats au bénéfice des populations, à l'ouverture et la disponibilité, au sens des valeurs patriotiques. Ces vertus sont nécessaires et indispensables pour le succès des différents chantiers. Somme toute, il s'agira pour les membres du gouvernement sous la direction chef de l'Etat de mettre au point et régler ce moteur merveilleux qu'est la volonté de gagner. Par leur science et forts de l'expérience acquise au cours de ce séminaire, ils pourront être capables de faire tourner la machine à des vitesses extraordinaires

#### Qu'est-ce qu'un séminaire gouvernemental ?

C'est une rencontre de haut niveau sous l'égide du président de la République qui regroupe tous les membres du gouvernement et qui permet de définir les bases de collaboration et surtout de préciser les principaux challenges qui attendent le nouveau gouvernement. Le séminaire gouvernemental permet en principe à tous les membres de l'équipe gouvernementale de connaître les dossiers et les priorités du gouvernement.

#### Que fait-on au cours d'un séminaire gouvernemental ?

Au cours de cette réunion grand format, on fixe les priorités du gouvernement, aborde le calendrier de l'action gouvernementale. C'est un moment de mobilisation de la troupe. L'objectif est de faire en sorte que chacun des ministres ait parfaitement à l'esprit sa partition. On s'accorde sur la cohérence de l'action et on partage à tous les ministres la feuille de route gouvernementale.

#### Les grandes orientations notamment les grands axes de la feuille de route ?

La feuille de route comporte ainsi trois axes :

- Axe I : Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ;
- Axe II : Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ;
- Axe III- Moderniser le pays et



renforcer ses structures.

#### Des détails et autres précisions sur les points cités

Ces ambitions se déclinent en dix ambitions et en 42 projets et réformes comme le projet d'identification biométrique pour tous ; le registre social unique ; l'accès aux soins universel ou encore le projet de création d'une banque digitale. Le séminaire gouvernemental se tient dans un contexte spécial marqué par le corona virus, est-ce que cette pandémie fera partie des sujets qui seront abordés ? Certainement les impacts de la crise liée à la pandémie de la COVID -19 seront évoqués parmi les gros dossiers. Cette crise a des conséquences énormes sur notre économie. Les ambitions présidentielles sont portées au travers de cette nouvelle feuille de route et le PND ajusté et révisé qui vise à offrir le cadre de référence pour la transformation structurelle de notre économie.

La nouvelle feuille de route a pour ambition de se saisir de la menace que représente cette crise pour impulser une relance à notre économie. Et ce sur une période de cinq ans.

Ce séminaire gouvernemental, c'est bien l'occasion de mobiliser les membres du gouvernement pour des actions efficaces et rapides. Chacun est appelé à jouer sa partition. Sur le fondement de la feuille de route, chaque Ministère a élaboré sa feuille de route qui liste non seulement ses objectifs et ses indicateurs mais aussi et surtout les projets sur lesquels il sera mobilisé. Il est à préciser que pour ces projets l'implication des ministères peuvent être variable, soit en porteur direct soit en contributeur.

C'est l'occasion pour chaque ministre de prendre des engagements.

Lors du séminaire, chaque ministre présente donc sa feuille de route pour les cinq

prochaines années et prennent ainsi l'engagement solennel d'atteindre les résultats qui sont attendus. Naturellement, un dispositif de gouvernance et de pilotage autour du Chef de l'Etat et de madame le Premier Ministre permettra d'effectuer un suivi régulier dont le but sera non seulement de veiller à l'avancée régulière des projets mais aussi de veiller à une levée rapide des points de blocage. L'enjeu de la célérité et de l'efficacité sera au cœur des échanges.

#### En définitive les messages clés pour l'équipe gouvernementale sont :

- La cohésion d'équipe et l'engagement collectif
  - La discipline et le respect des principes directeurs de travail qui seront partagés à l'ensemble du Gouvernement
  - L'ouverture, la disponibilité envers les équipes et envers la population : le sens du service public
  - L'alignement total et la cohérence des actions en échangeant de manière régulière et transparente avec les collègues
  - La focalisation sur la recherche des résultats des projets stratégiques de la feuille de route.
- Une façon pour le président de la République de booster les nouveaux membres du gouvernement et des les responsabiliser face aux défis de l'heure qui se présentent dans cette crise sanitaire qui a mis à rude épreuve l'économie nationale.

A. I

#### SECTEUR AGRICOLE :

#### Des appuis du Plan de riposte agricole contre la Covid-19

**Les impacts du coronavirus sur l'économie des pays sont notoires ; tous les secteurs sont «contaminés». L'agriculture togolaise, important levier de création de richesse, véritable source d'emplois et puissant outil de lutte contre la pauvreté, en pâtirait énormément n'eût été le lancement du Plan de riposte agricole au covid-19, en avril 2020.**

En effet, le Plan de riposte agricole au covid-19 a pour objectif de maintenir les efforts de développement déjà faits dans le domaine, en mobilisant des ressources pour soutenir et relancer les activités des différents maillons des chaînes de valeur agricoles. Aujourd'hui, l'apport et les résultats de l'initiative ne souffrent d'aucune faiblesse.

Ce plan de riposte a pour objectifs de créer et de consolider les emplois, augmenter les revenus des producteurs agricoles et éviter leur appauvrissement.

Il a permis de toucher des milliers de personnes grâce à des financements.

#### « Yolim », une réponse au problème de financement

Programme de crédit digital à un taux de remboursement de 0%, «Yolim» (saison pluvieuse en kabyè) a été lancé en juillet 2020 pour soutenir 256 000 ménages. Ils bénéficient d'une subvention de 96 000 francs CFA qui leur facilite l'accès aux intrants (engrais, semences, pesticides). C'est une plateforme numérique dotée d'un mécanisme de portemonnaie électronique

qui apporte une solution concrète au problème de financement des agriculteurs en cette période de crise. Au total, 136 agrégateurs ont été enregistrés avec 56 686 agriculteurs inscrits. Des 136 agrégateurs, 18 ont obtenu à ce jour, une attestation de capacité financière d'un montant global de 1,483 milliards de francs CFA.

#### D'abondantes quantités d'engrais et de semences mobilisées

133 000 tonnes d'engrais ont été mobilisées dont 98 100 tonnes par l'Etat à travers la Centrale d'achat et de gestion des intrants agricoles (Cagia) et 34 900 par les sociétés privées. 76 000 tonnes d'engrais ont été rétrocédées à ces dernières à leur valeur coûtant pour la distribution 2 571 928 kg de semences certifiées

(Suite à la page 7)



Mesures fiscales et douanières prises par le gouvernement pour accompagner les entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus

#CQFS

Pour les entreprises individuelles, les transporteurs routiers, les artisans et assimilés relevant de la TPU, une **réduction de 50% sur le deuxième acompte de la TPU** prévu à l'article 57 du LPF est accordée.



Office Togolais des Recettes - OTR



Mesures fiscales et douanières prises par le gouvernement pour accompagner les entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus

#CQFS

Pour l'atteinte des objectifs fixés par le PND, le **matériel agricole** est **exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)**.  
L'objectif visé est d'alléger les coûts d'acquisition des équipements de production agricole indispensables pour une agriculture mécanisée.

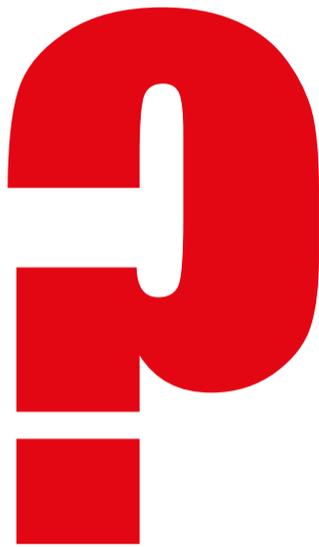


Office Togolais des Recettes - OTR

# ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

Au sujet de la configuration du gouvernement, Dr Ekue et l'UFC soulèvent que contrairement à l'idée de gouvernance de concertation qui a prévalu dans le message politique d'Unir lors de la campagne présidentielle de février 2020, ce gouvernement semble n'avoir qu'une seule couleur politique. « C'est le retour au régime du «winner takes all» », selon eux. Effectivement, ça ne peut pas autrement. Les gagnants ont tout pris. L'UFC partageait-elle le programme du parti Unir ? Ou si c'était l'UFC qui remportait l'élection va-t-elle composer avec les autres pour exécuter quel programme de société ? That's the question. Un parti se crée pour aller à la conquête du pouvoir et l'exercer pour mettre en application son projet de société. Quand le RPT avait accepté de travailler avec l'UFC à travers un accord



politique, dit « accord des braves », on a vu ceux que le parti de Gilchrist Olympion a envoyés au gouvernement comme ministres. Leur incompétence à quelque peu émousser la mise en œuvre du programme du RPT après 2010. Ça avait continué

avec le parti Unir on n'a pas vu des résultats probants avec les ministres UFC. Un parti qui gagne les élections se charge à lui seul de l'exécution de son programme. A charge pour lui de rendre compte au bout de son mandat à ceux qui l'ont élu. Si c'est bon les populations vont lui redonner leur confiance et si c'est mauvais elles vont le sanctionner. Alors pour cette mandature, Faure Gnassingbé a pris ses responsabilités et veut s'assumer. Il n'a pas voulu faire des mélanges inutiles qui ne vont pas lui être utiles. Alors Messieurs de l'UFC, quand quelqu'un gagne, laissez le diriger. On ne peut se cacher derrière un quelconque accord qui est d'ailleurs caduc pour prétendre avoir une place au soleil.

## Courtes contre la montre

### Difficile équation

La rentrée scolaire aura-t-elle lieu le 26 octobre ? Pas certain. C'est ce que pensent plusieurs observateurs au regard de la situation actuelle. Le cas concernant la démultiplication des salles de classe n'est pas encore réglé. La construction des apatams améliorés pour désengorger les salles de la classe annoncée depuis par l'ancien ministre des enseignements primaire et secondaire n'a pas encore connu un début d'exécution. Rien n'est visible pour le moment à quelques jours de cette rentrée pour indiquer que les élèves pourraient reprendre le chemin de l'école dans le respect des mesures barrières. Alors qu'aujourd'hui la coordination est en train d'annoncer la progression de la pandémie. D'ici à vendredi, le conseil scientifique soumettra au gouvernement un protocole sanitaire révisé sur la base duquel les autorités prendront une décision. Parmi les mesures déjà annoncées, des classes alternées pour limiter les effectifs et des cours 6 jours sur 7. A cela s'ajoute un dispositif sanitaire rigoureux : lavage des mains, prise de température. L'exercice est inédit et forcément compliqué. Comment démarrer l'année scolaire sans mettre en danger les élèves et les enseignants ? That's the question. Dans tous les cas, la balle est dans le camp du gouvernement qui est actuellement en séminaire pour responsabiliser les ministres. Pour éviter toute contamination au niveau des élèves et des enseignants les dispositions doivent être prises par les autorités en charge de l'éducation. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé lorsqu'il a fallu rouvrir les écoles pour les classes d'examen afin de pouvoir sauver l'année scolaire.

### Nommée par réseaux sociaux !

Abondamment relayées dimanche dernier par les réseaux sociaux, les rumeurs d'une nomination de Kafui Kpegba à la présidence de l'université de Lomé ont été démenties par l'intéressée elle-même. Le dimanche dernier, les réseaux sociaux révélaient que Mme Kafui Kpegba aurait été nommée Présidente de l'Université de Lomé, en remplacement de Dodzi Kokoroko, nommé il y a quelques jours, ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat. Contactée, Mme Kafui Kpegba a tenu à démentir les rumeurs qui circulent sur sa nomination à la présidence de cette institution. Kafui Kpegba, rappelons-le, est la 2<sup>e</sup> Vice-présidente de l'Université de Lomé. Elle et 22 autres enseignants togolais ont accédé au grade de professeur titulaire après les résultats de la 42<sup>e</sup> session des comités consultatifs interafricains (CCI), récemment rendus publics par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES). Mme KPEGBA Kafui est-elle nommée présidente de l'Université de Lomé ? A cette interrogation, la toile s'enflamme. Mais, en allant à l'information, personne ne s'oppose à la nomination de Mme Kpegba, mais, nous apprenons qu'il s'agit d'une folle rumeur qui nomme Mme Kpegba Kafui à ce poste. Ce qui veut dire que, pour l'heure, le Prof Dodzi Kokoroko reste le président de l'UL et ministre des Enseignements primaire et secondaire. Il faut rappeler que, Mme Kpegba, vice-présidente de l'Université de Lomé, a eu le grade de Prof titulaire.

### Plus de 700 places vides dès janvier 2021

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, plusieurs fonctionnaires de l'Etat togolais devront laisser leurs places au sein de l'administration togolaise. Selon le point fait par le ministère en charge de la fonction publique, ces agents seront admis à la retraite. Ils sont au total 701 agents recensés au niveau des différents départements ministériels. Ils sont au total 701 agents recensés au niveau des différents départements ministériels. Dans un arrêté pris par le ministre Gilbert Bawara et datant du 28 septembre dernier, ces fonctionnaires ont atteint la limite d'âge et devront valoir leurs droits à une pension de retraite. Sur la liste des futurs retraités se retrouvent l'ancien Premier ministre, Komlan Mally, l'ancien ministre Mawussi Djossou Semodji, l'ancien Secrétaire général du Gouvernement, Palouki Massina. On compte également sur les agents sur la liste des retraités 13 enseignants des Universités publiques et plus de 400 enseignants du primaire et du collège. Par ailleurs, la liste contient aussi des agents de la Présidence de la République et de l'Assemblée nationale.

## Coin du civisme

### Mauvais accueil dans les services publics, un acte incivique

L'incivisme a gagné tous les secteurs de la vie de notre nation. Partout les gens se comportent comme si ceux qui sont en face d'eux ne sont pas leurs semblables. Le mauvais accueil dans les services publics est devenu une grande tare congénitale à corriger pour le bon vivre entre citoyens

Le phénomène est aujourd'hui une réalité, il suffit juste de tendre bien les oreilles pour se rendre compte que les usagers des services publics portent plusieurs reproches à l'endroit de la structure administrative togolaise quant à la gestion de l'accueil dans ces lieux censés être impersonnels de possession. Lorsque le togolais traverse la période de chômage, il donne l'impression d'une personne exemplaire prête à assumer toutes tâches qui lui seront confiées par l'Etat dans l'humilité et dévouement. Le constat triste est qu'il suffit qu'il y ait une inversion positive de sa situation avec acquisition d'un emploi pour qu'il devienne un potentat dans son lieu de service vis à vis de ses frères ou compatriotes qui se présentent à lui dans une situation d'usager de service public. Le tableau de la gestion de l'accueil dans nos différents services administratifs est plus que sombre de couleur



tant il n'y a pas de jours où l'on ne rencontre des situations désagréables lorsqu'on prend juste la simple décision d'aller se faire offrir un service public. Vous vous retrouvez devant des plantons qui pour vous introduire vous soumettent à des interrogatoires préliminaires qui sortent de tout entendement, si vous vous maîtrisez pour vous plier à ces genres de questions et réussissez à rentrer, vous vous retrouverez en face des secrétaires qui à peine vous regardent pendant que vous les saluez pour respecter les règles basiques de civilités et lorsqu'elles veulent vous accorder un minimum d'attention c'est tout simplement vous indiquer un reposoir le temps pour elles de répondre à certaines discussions WhatsApp en cours ou des messages envoyés qui pour elles nécessitent des réponses au détriment du service demandé

par l'usager et lorsque vous avez le courage de interpellier sur votre situation, on vous répond tout simplement que si vous pensez n'avoir pas assez du temps pour espérer, il serait mieux pour vous d'aller ailleurs ou d'aller et revenir après, des propos difficilement digérables mais patient qu'est le togolais est et très désireux de voir sa demande être concluante, ce dernier se résoud à se plier aux indications extra professionnelles du préposé de l'Etat. L'autre situation est qu'on vous dise à 11h30 qu'il est midi et que c'est l'heure de pause alors que votre montre vous indique une heure contraire à celle qui est évoquée tout simplement parce que ces commis de l'Etat veulent gagner en temps pour s'occuper d'autres choses qui n'ont aucune relation avec la mission pour laquelle ils sont été utiles au moment de leur recrutement. Ces genres de situations que je décris se sont aujourd'hui généralisées et occupent assez de place dans la structure administrative, elle n'est pas sans conséquence en terme de frustrations dans notre société togolaise, il urge que les autorités portent un regard attentif sur la question pour définitivement instaurer la discipline professionnelle pour le bien des togolais.

## Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

### Directeur de Publication

Abass ISSAKA

90 16 49 87 / 90 85 85 22

### Responsable commercial

Bertine ADJAHO

90 36 97 10

### Mise en page :

A. Maxime (91 08 91 02)

### Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

### Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr

## LA COMMUNE GOLFE 5 OUVRE SA TROISIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ANNÉE 2020

### Le Plan de Développement Communal au centre des préoccupations

Tous les 23 conseillers municipaux de la commune Golfe 5 ont répondu présents ce lundi 12 octobre 2020 à la salle de délibération de la mairie d'Aflao-Gakli pour prendre part à l'ouverture de troisième session ordinaire de l'année 2020 présidée par le maire Kossi Aboka en présence d'autorités politiques, administratives, religieuses ainsi que plusieurs personnes ressources de la commune tels que l'ancien premier ministre Komlan Mally et l'honorable Députée Raymonde Kayi Lawson de Souza.



Durant 15 jours, les élus locaux vont délibérer sur des sujets importants pour le développement de leur commune. Il s'agit entre autre de la présentation du rapport moral, financier du 3ème trimestre de l'année 2020, la présentation des rapports d'activités trimestriels des trois commissions permanentes, le point sur la gestion de la covid-19 dans la commune Golfe 5, l'état des lieux de l'aménagement du réseau routier, la présentation du rapport sur le projet d'élaboration du plan de développement communal (PDC) de la commune Golfe 5, les informations relatives au reboisement dans la commune ainsi qu'une réflexion sur le budget 2021 de la commune Golfe 5.

Le maire Kossi Aboka a rendu un vibrant hommage aux conseillers municipaux pour leur disponibilité, et à tous les collaborateurs de la mairie pour leur assiduité au travail. Il a invité les uns et les autres à aller à l'essentiel au cours de cette session ordinaire pour répondre aux attentes de la population pour laquelle ils sont élus.

« Notre mission est une mission de développement et de compte rendu à la population qui nous a élue et les textes sont clairs, chaque trois mois, le conseil municipal doit tenir une session pour rendre des activités du trimestre écoulé. Au cours de cette session qui vient de s'ouvrir, nous nous pencherons sur notre Plan de développement communal (PDC) qui est une bible du développement de commune Golfe 5. Nous aurons également à passer en revue les sujets liés à l'assainissement en cette période pluvieuse couplée de la pandémie du coronavirus, au civisme et à la citoyenneté dans notre commune », a indiqué Kossi Aboka, Maire du Golfe 5. Au nom du préfet du Golfe,

le Secrétaire Général de la préfecture du Golfe Bernard Lébéné Djabavi a invité les Conseillers municipaux du Golfe 5 à travailler pleinement pour le rayonnement de leur commune. Il les a exhortés à mettre de côté les clivages politiques et à penser plutôt au développement communautaire à travers des projets porteurs.

Les PDC, outil de développement L'année 2020 tire à sa fin et deux éléments majeurs ont empêché la réalisation des grand nombre d'actions de développement dans la commune du Golfe 5, tel est le constat relevé ce lundi 12 octobre par le maire Kossi Aboka, à l'ouverture des travaux de la troisième session ordinaire de l'année, a constaté votre journal.

Pour lui, il s'agit d'abord du budget communal qui n'a pas été approuvé par le ministère, et enfin de la pandémie de la Covid-19 qui a non seulement éteint les ardeurs, mais accru les coûts.

Loin d'être désarmé, le conseil devra redoubler d'ardeur et répondre aux défis et attentes. Cela doit passer par un méticuleux planning des actions qui seront contenues dans le plan de développement de la commune. Des échanges sur les termes de référence élaborés par la commission ad'hoc pour l'élaboration du Plan de Développement Communal occuperont donc une grande partie des échanges durant la session.

Les bases de l'élaboration du budget communal au titre de l'année 2021 devront aussi être à l'ordre du jour.

Une encourageante dynamique que le premier responsable communal veut imprimer en conviant ses collègues à continuer à inculquer aux citoyens la convergence des efforts pour le développement de la commune, le civisme, la

citoyenneté..

« Seul le changement de mentalité peut nous faire atteindre notre objectif commun qu'est le développement. Le rêve tant attendu peine à trouver corps après un an, mais nous n'allons pas nous mettre dans la peau de défaitiste. Nous devons retrousser nos manches et travailler davantage pour hisser nos communes au sein des références mondiales. », a-t-il déclaré.

Les CDQ, les leaders d'opinion, les personnes ressources, les bonnes volontés sont donc invités à conjugués leurs efforts pour une synergie

d'actions allant dans le sens du développement du Golfe 5. Bilan des activités menées par le Bureau Exécutif et les différentes commissions permanentes au titre du 3e semestre, les actions menées dans le cadre de la riposte à la Covid 19, les questions vitales de la commune seront également au cœur de cette session qui va durer deux semaines.

Pour le chef canton de Gakli, Togbuigan Djidjolé, l'ensemble des chefs traditionnels des différents quartiers et cantons de la commune sont aptes à apporter leur pierre à cet édifice, à servir de relai

des actions et décision vers les populations à la base.

Les travaux ont été ouverts en présence de l'ancien Premier ministre Komlan Mally, de honorable Raymond Kayi Lawson, du Secrétaire Général de la préfecture du Golfe, des adjoints au maire ainsi que de l'ensemble des élus locaux, des représentants des communes Golfe 2, 4 et 7, des chefs traditionnels de la communes, ainsi que des personnes ressources de poids de la commune.

T.B.

## AGOË-NYIVÉ 4/ APRÈS LA DESTITUTION DU MAIRE ADAMOU

### Deux camps s'affrontent pour sa succession

#### La réaction du ministre Payadouwa Boukpepsi attendue

Ce élu local a fait les frais de sa gestion chaotique à la tête de la municipalité d'Agoë-Nyivé 4. Le maire a été tout simplement après le vote d'une motion de censure par le conseil municipal.

Adamou Abdoulaye est accusé de disfonctionnement pouvant dégrader l'atmosphère de travail. En effet, il lui est reproché, entre autre, d'avoir effectué des commandes et vente de tickets dont nul ne sait la direction que prenaient les fonds.

Selon les témoignages d'un des adjoints du Maire destitué, « le Conseil a remarqué de graves disfonctionnements qui peuvent s'ils continuent vont faire dégrader l'atmosphère de travail. Et pour la suite, indiquait ce dernier, « Nous venons de passer au vote et 9 conseillers sur 11 ont voté pour la destitution du Maire. Nous allons suivre les démarches reconnues par nos textes pour qu'il y ait une élection rapide d'un nouveau Maire qui va conduire les affaires de notre commune ».

Le Maire destitué, les Conseillers municipaux suivant les textes vont au bout d'un mois aller à une nouvelle élection, pour se choisir un nouveau Maire qui devra présider aux destinées de cette Commune, qui est l'une des communes nouvellement créées à la suite de l'enclenchement du processus de décentralisation et des élections locales du 30 Juin 2019.

En effet, elle stipule en son article 115 qu'« En cas de dissension grave entre le maire et le conseil municipal mettant en péril le fonctionnement normal et la gestion de la commune, le maire peut être destitué par le conseil à la majorité des 2/3 de ses membres ».

Bien que le conseil municipal se prépare pour élire un

nouveau maire, une source révèle que ce conseil serait dissous dans les jours à venir conformément à l'article 116 de la loi qui stipule: « En cas de dysfonctionnement, notamment de dissension grave en son sein, le conseil municipal peut être dissous par décret en conseil des Ministres sur le rapport du ministre chargé de la Décentralisation ».

Et d'ajouter qu'une délégation spéciale sera mise en place comme le recommande l'article 117 qui précise qu'« En cas de dissolution du conseil municipal, de démission de tous ses membres ou d'annulation définitive de leur élection, une délégation spéciale est nommée par décret en conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de la décentralisation, dans les quinze jours qui suivent la dissolution, la démission ou l'annulation ».

La polémique semble naitre autour de cette destitution. Les soutiens du maire Adamou veulent faire croire que cette destitution est fautive sous prétexte que l'ordre du jour de la session ne comportait pas ce point. Ils indiquent que c'est après le départ du maire pour autre chose que les conseillers se sont permis de poser cet acte qui viole l'esprit de concertation pour une sortie de crise.

Et selon les dernières informations, Contrairement aux rumeurs circulant sur les réseaux sociaux depuis ce matin, le maire de la commune d'Agoë-Nyivé 4, Adamou Abdoulaye reste bien destitué. Cette situation est intervenue ce 12 octobre après qu'une majorité qualifiée de conseillers municipaux

l'aient mis en minorité pour malversations financières. Une délégation spéciale pour prendre la place de l'édile ?

Au lendemain de la destitution d'Adamou Abdoulaye, les conseillers municipaux multiplient les concertations pour trouver un nouveau dirigeant à la commune. Deux camps s'opposent dans le processus de désignation du futur maire. Le premier envisage organiser une élection dans un bref délai.

Le second évoque l'application de l'article 117 de la loi n°2019/006 du 26 juin 2019 portant modification de la loi n°2007/011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiée par la loi n°2018/003 du 31 janvier 2018. Elle dispose qu'« en cas de dissolution du Conseil municipal, de démission de tous ses membres ou d'annulation définitive de leur élection, une Délégation spéciale est nommée par décret en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de la Décentralisation, dans les quinze jours qui suivent la dissolution, la démission ou l'annulation ».

Pour l'heure, les deux camps maintiennent leur position, en attendant une probable réaction du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales.

Pour rappel, le maire UNIR d'Agoë-Nyivé 4 a été renversé par une motion de défiance, votée par 9 des 11 conseillers qui lui reprochent des fautes graves, des détournements de fonds, la falsification de tickets et des malversations financières etc.

T. Bôdjôguéti

ÉDUCATION :

**Le Conseil scientifique peaufine un protocole sanitaire pour la rentrée**

*Les recommandations de la CSET au nouveau ministre, Pr Komla Dodzi Kokoroko*

**La rentrée scolaire 2020-2021 fixée au 26 octobre prochain est préoccupante et interpelle l'ensemble des acteurs concernés. Chaque acteur s'active pour que la prochaine rentrée académique soit faite dans de bonnes conditions. Le Conseil scientifique et la CSET rentrent dans la danse.**

**Le Conseil scientifique prépare la rentrée**

Le conseil scientifique de lutte contre la covid-19 du Togo réfléchit à un protocole sanitaire pour la rentrée scolaire du 26 octobre et le déroulement de l'année. Vendredi 9 octobre, professeur Didier Ekouévi, président du Conseil a fait le point des travaux à la première ministre, Victoire Tomégah-Dogbé.

« Le 26 octobre prochain, les élèves reprendront le chemin des classes et il urge de mettre en place un protocole sanitaire le plus rapidement possible pour une reprise sécurisée, souligne-t-il. Nous allons revisiter le protocole sanitaire rédigé pour les salles d'examen et essayer d'apporter des éléments de réponses pour une reprise sécurisée ».

Déjà, il est annoncé des cours en journées continues, l'équipement des écoles en système de lavage des mains, le port systématique des masques entre autres. Une semaine avant la rentrée, le ministère en charge des enseignements primaire, secondaire et technique va mener une campagne de sensibilisation.

Un réajustement des heures de cours est à l'étude sur six jours au lieu de cinq notamment du lundi à samedi. Aussi, le gouvernement a prévu prendre en charge des frais de scolarité des apprenants, ou encore le paiement des fournitures scolaires.

**Les recommandations de la CSET**

Depuis mercredi 30 septembre 2020, le Président de l'Université de Lomé, Pr Komla Dodzi Kokoroko est le nouveau ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et artisanal dans le gouvernement de Sidémého Victoire Tomégah Dogbé. Une nomination saluée par la Coordination des syndicats de l'éducation du Togo (CSET). Mais l'ancien patron du temple du savoir de Lomé ne doit pas s'endormir sous ses lauriers.

Pour le porte-parole de la CSET, Yaovi Atsou-Atcha espère que leur nouveau ministre de tutelle saura continuer les réformes entamées surtout au niveau de l'enseignement technique pour dit-il, rendre les lycées techniques plus performants et compétitifs.

Le second aspect sur lequel, le responsable du CSET attire l'attention du ministre et qu'il

trouve d'ailleurs indispensable pour une rentrée apaisée est la continuité de l'application du protocole d'accord notamment la question des deux (2) milliards de francs CFA pour la revalorisation de la prime d'incitation à la fonction enseignante au titre de l'année 2019 ainsi que l'octroi de celle de l'année 2020 qui reste selon lui à déterminer.

Ce n'est pas tout. Pour réussir selon M. Atsou-Atcha, l'actuel ministre en charge de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, doit absolument tenir compte de toutes les conditions à remplir pour la protection du personnel enseignant et les apprenants en cette période de covid-19. « Il s'agit entre autres de la construction des infrastructures et le recrutement des enseignants en donnant la priorité aux enseignants volontaires », a-t-il fait savoir.

« Le nouveau locataire du ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique doit aller à l'école du protocole d'accord signé par les fédérations et le gouvernement et aussi il doit bien maîtriser le statut particulier pour être à la hauteur lors des échanges », a-t-il dit.

L'autre chose que la CSET demande au ministre est d'implémenter avec le temps la professionnalisation de ce secteur en commençant par la formation des formateurs et ensuite la formation professionnelle des enseignants sanctionnée par des diplômes professionnels d'enseignement (Licence et Master professionnels). M. Atsou-Atcha aurait voulu que les deux (2) ministères (ministère de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire combiné à celui de l'enseignement technique) soient scindés.

Ce dernier a par la même occasion souhaité bon vent au nouveau locataire du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique dans sa fonction.

Connaissant l'actuel ministre de l'enseignement primaire secondaire et technique, celui-là même que certains surnomment le « réformateur » pour avoir fait de l'Université de Lomé ce qu'elle est devenue aujourd'hui, saura être à la hauteur des attentes des enseignants.

M.B.

PROGRESSION DE LA COVID-19 :

**Va-t-on vers un deuxième couvre-feu dans la capitale ?**

**A Lomé, où la pandémie du nouveau coronavirus est en forte propagation, un deuxième bouclage de la ville est à l'étude, selon les autorités sanitaires.**

L'Institut national d'hygiène (INH) a mis en garde lundi contre la progression de la pandémie blâmant ceux qui refusent d'appliquer les mesures sanitaires.

« Ceux qui ne respectent pas les mesures barrières nous créent des problèmes supplémentaires génèrent des dépenses supplémentaires pour l'Etat! », a déclaré Wembo Halatoko, la directrice générale de l'INH.

Les autorités sanitaires ont mis en place un large réseau de dépistage. Les tests PCR sont réalisés par l'INH dans plusieurs centres à Lomé, Kara, Sokodé et à l'aéroport de Lomé.

Depuis juin 2020, les Loméens sont autorisés à circuler librement à n'importe quelle heure la nuit, sous conditions strictes des mesures barrières. Cependant, si la vie semble peu à peu revenir à la normale, les autorités s'inquiètent de la flambée des cas de contamination dans la capitale togolaise.

La.....semaine.....dernière.....

lors du point de presse hebdomadaire, le patron de la coordination de riposte, le médecin colonel Djibril Mohaman, a déclaré que cette augmentation en force des contaminations « constitue une menace de taille qui peut conduire à un deuxième période de couvre-feu ».

Ce retour du couvre-feu, a précisé Djibril Mohaman, sera appliqué en fonction du nombre de cas positifs dans les quartiers ou zones.

Le dernier bilan quotidien rendu public mardi fait état de 1.935 cas recensés dans tout le pays, pour un total de 100.543 tests virologiques effectués depuis mars dernier, où le Togo a signalé son premier cas de Covid-19.

La pandémie a déjà coûté la vie à 49 personnes. Les sources sanitaires signalent 1.444 guérisons, alors que 442 actifs font encore l'objet d'un suivi au centre de prise en charge.

L.M.

(SUITE DE LA PAGE 3)

sont mis en place sur le terrain par le réseau de producteurs semenciers, dont 849 320 kg de maïs, 627 334 kg de riz, 1 040 780 kg de soja, 20 450 kg d'arachide, 6 600 kg de niébé, 2 500 kg de sorgho, 12 680 kg de sésame et 12 264 kg de fonio.

**Des kits pour soutenir les producteurs**

En ce qui concerne les kits pour la production animale et halieutique, un processus est entamé pour appuyer au moins 500 ménages en kits d'élevage de volaille, 14 coopératives de pêcheurs en kits de pêche et 15 pisciculteurs pour l'élevage de poisson en cage flottante. Afin de mieux recadrer les activités de production de poissons sur les plans d'eau en l'occurrence sur le lac Nangbéto et en tirer pleinement profit, un schéma directeur pour leur exploitation optimum a été validé, en fin juin au cours d'un atelier national. Le Plan de riposte agricole au covid-19 est en train de sauver beaucoup d'agriculteurs togolais des griffes de la pandémie.

SPORT

FOOTBALL :

**Le stage des Eperviers du Togo à Tunis a accouché d'une souris**

**Le staff technique des Eperviers du Togo a renoué avec les stades à Tunis. En Tunisie depuis le 03 octobre pour un stage, les Eperviers ont livré un match amical le 12 octobre 2020 contre le Soudan. L'occasion des journées FIFA a permis au sélectionneur national, Claude le Roy et son staff de rassembler les joueurs en vue des prochaines journées éliminatoires de la CAN. Le seul match amical qui a pu se tenir au cours du stage a opposé le Togo et le Soudan. Les Eperviers n'ont pu faire qu'un match nul qui inquiète plus d'un pour les qualifications de la CAN.**



C'est sur les installations du stade olympique El Menzah de Tunis que les Eperviers du Togo avaient rendez-vous avec les Faucons du Soudan. Aux termes du match, les Eperviers et les Faucons se sont séparés sur le point du nul.

La double confrontation de la troisième et quatrième journées des éliminatoires

de la CAN 2022 se profilent à l'horizon. Le staff technique des Eperviers a voulu profiter du stage à Tunis pour mettre en place une équipe compétitive. Le stage qui a rassemblé une vingtaine de joueurs devrait être ponctué par deux rencontres amicales internationales. Le 08 octobre 2020, le premier match amical contre la Libye a été annulé

pour des raisons liées à la pandémie de la Covid-19 selon les informations données par les autorités tunisiennes à leurs hôtes.

La seconde rencontre amical prévu le 12 octobre 2020 s'est tenue face au Soudan. Les Eperviers ont pris la mesure de la rencontre sans pour autant s'imposer à leurs adversaires. Aux termes de la première partie, aucune réalisation de but n'a changé le marquoir. Ce n'est qu'à la 70ème minute de jeu que Gilles Sunu trouve le chemin des filets sur une action partie d'une balle chipée par Elom Nyavédji et remis à Ilhas Bebou. Cette avance prise sur les soudanais tiendra jusqu'à la 93ème minute quand sous la pression des Faucons, Franco Atchou marque contre son camp.

Ce score restera inchangé jusqu'au coup de sifflet final. C'est donc sur cette note de parité que les Eperviers ont été collé par le Soudan (128ème au rang mondial). Le public sportif togolais reste inquiet pour l'échéance à venir contre les pharaons d'Egypte. Les Eperviers réussiront-ils à passer se palier pour se diriger vers la CAN prochaine? La réponse se connaîtra en Novembre.

TETE A. Flora



# SPÉCIALE PROMO

## Togocel LEGEND<sup>+</sup>



À **5900** FCFA  
seulement  
~~8000 F~~



Double SIM



Radio FM,  
MP3 MP4



Slot microSD  
jusqu'à 8Go

Promo valable du 28 septembre au 27 octobre 2020. Téléphone disponible en agence Togocom et dans les points de vente agréés dans la limites des stocks disponibles